

L'Observatoire de TZCLD en 2026 consacre son cycle de webinaires aux questions liées à l'inclusion et le handicap. Un sujet important pour l'expérimentation soutenu par l'Agefiph. Vous trouverez dans cette note quelques éléments de cadrage qui orientent la démarche et illustrent comment l'expérimentation a contribué pendant 10 ans à ce sujet.

## Introduction

Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée<sup>1</sup>, né en 2016 en France suite à une initiative de la société civile, est un projet expérimental qui cherche à démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, **sans surcoût significatif pour la collectivité**, de créer les emplois supplémentaires nécessaires pour permettre à toute personne privée durablement d'emploi qui le souhaite de travailler. Ces emplois doivent être adaptés à la situation de la personne, à temps choisi et développés sur la base d'activités utiles socialement et écologiquement au territoire.

**L'expérimentation propose d'inverser la logique de l'emploi**, ce qui signifie que les personnes privées durablement d'emploi contribuent à la définition du contenu de leurs activités en croisant leurs envies et savoir-faire avec les besoins sociaux non satisfaits du territoire pour créer des emplois. Le principe de faire avec et non pas pour les personnes, en les intégrant dans les instances de décisions locales (les comités locaux pour l'emploi), dans la recherche d'une coordination horizontale au sein des collectifs de travail entre autres démarches au sein du projet contribuent à la démocratisation du travail en passant de l'inclusion par l'emploi à la citoyenneté au travail<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, le projet compte **85 territoires (urbains et ruraux)<sup>3</sup> en France métropolitaine, Corse et outre-mer ayant engagé une dynamique de coopération locale animée par une équipe projet au sein d'un Comité Local pour l'emploi<sup>4</sup> dans 49 Départements**. Ce comité regroupe les personnes privées durablement d'emploi et l'ensemble des partenaires du territoire engagés dans la lutte contre le chômage d'exclusion et dans la mise en place effective des conditions pour rendre accessible le droit à l'emploi pour toutes et tous (service public de l'emploi, acteurs de l'insertion et du travail adapté, collectivités locales, entreprises locales, ESS, etc.). Depuis le début de l'expérimentation **autour de 7830 personnes sont sorties de la privation d'emploi**, grâce à la coopération territoriale, les partenaires économiques du territoire et aux 93 Entreprises à but d'emploi (EBE)<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Le chômage de longue durée est entendu ici dans le sens de l'OCDE, à savoir, une personne qui est au chômage de longue durée depuis un an.

<sup>2</sup> Charles, Julien et Ferreras Isabelle, *Démocratiser, démarchandiser, dépolluer : la contribution des "Territoires zéro chômeur de longue durée*. In Artis et Duverger, *Dossier spécial Territoires zéro chômeur de longue durée*, Revue RECMA, Octobre 2023-janvier 2024, n°370-371.p.50

<sup>3</sup> Un territoire au sein du projet est un espace géographique continu d'approximativement 5000 à 10000 habitants. Pour aller plus loin : <https://www.tzclcd.fr/faq/question/un-territoire/>

<sup>4</sup> Fruit de la fabrique du consensus local, le comité local pour l'emploi (CLE) désigne le collectif d'acteurs et actrices locaux qui pilote le droit à l'emploi sur le territoire. Il est présidé par l'élu-e local-e référent-e (Maire, Président-e de la communauté de communes...) et réunit l'ensemble des acteurs et actrices volontaires du territoire pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Pour connaître les missions et la composition des CLE : <https://www.tzclcd.fr/faq/question/comite-local-pour-lemploi-cle/>

<sup>5</sup> [Une entreprise à but d'emploi \(EBE\)](#) est une entreprise de l'économie sociale et solidaire, conventionnée par le territoire sur lequel elle est implantée et le Fonds d'expérimentation. Cette entreprise a pour fonction première de produire des emplois supplémentaires manquants sur le territoire et adaptés aux personnes privées durablement d'emploi habitantes du territoire, qu'elle embauche sur proposition du comité local pour l'emploi (CLE), en contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps choisi.

entreprises de l'ESS créées à ce jour au sein du projet. **4492 personnes sont aujourd'hui embauchées** dans les EBE dont **24% d'entre elles sont des personnes privées durablement d'emploi en situation de handicap**.

Sur la base des recommandations de la Cour des Comptes qui a rendu un [rapport sur l'expérimentation](#) en juin 2025, ainsi que du [comité scientifique](#) qui a procédé à une évaluation de la démarche, une proposition de loi pour généraliser cet outil de lutte contre la pauvreté des personnes privées durablement d'emploi, et notamment ceux qui se trouvent être en situation de handicap, a été votée à l'unanimité en première lecture à l'Assemblée nationale le 27 janvier et sera examinée par les sénateurs le 9 juin 2026.

C'est à la fois la validation de la démarche initiée par TZCLD il y a 10 ans et la reconnaissance du travail effectué depuis par l'association, le fonds d'expérimentation et les partenaires de l'inclusion comme l'AGEFIPH, APF France Handicap, LADAPT, l'Unapei, entre autres, sur les sujets relatifs au handicap.

## **TZCLD un outil de lutte contre la pauvreté et l'exclusion des personnes privées durablement d'emploi et privées durablement d'emploi en situation de handicap**

*L'inversion de la logique d'emploi [mise en place au travers le projet TZCLD] transforme le rapport au travail et la façon de considérer le chômage en l'identifiant comme une privation d'emploi<sup>6</sup>*

L'objectif principal du projet est de rendre accessible le droit d'obtenir un emploi tel qu'énoncé dans le préambule de la Constitution française : *Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi<sup>7</sup>* . Ce droit existant également dans les constitutions de différents pays en Europe et dans le monde n'est pas encore une réalité effective pour toutes et tous.

Malgré les nombreuses tentatives qui ont vu le jour et les différents services publics qui ont été mis en place, le chômage de longue durée en France concerne plus de 2 millions de personnes soit 7% de la population active soit près de deux fois moins que celui des personnes en situation de handicap qui représente 12%<sup>8</sup> . Concernant l'Europe, les personnes handicapées représentent 17 % de la population en âge de travailler, mais la moitié d'entre elles seulement ont un emploi (contre 76 % des personnes non handicapées)<sup>9</sup>.

Notre société crée de l'exclusion lorsque des personnes souhaitent travailler mais ne parviennent pas à accéder à un emploi selon leurs compétences et leurs capacités, c'est pourquoi, **l'ensemble de la société, tout comme l'Etat, doivent prendre part à l'élaboration des solutions pour lutter contre la privation durable d'emploi de manière efficace** car "le chômage est une épreuve, non seulement à cause de la situation de précarité qu'il entraîne, mais aussi car il est un facteur d'exclusion[...] il nous isole, nous retirant un droit de participation à la vie sociale "<sup>10</sup>.

Pour essayer d'apporter une solution en France qui pourrait être répliquable dans d'autres zones géographiques, un point de départ est donc **la notion de privation d'emploi**. Contrairement aux catégories administratives qui désignent les personnes au chômage, elle "permet une grande souplesse dans les embauches et peut ainsi permettre de tenir compte des aspects protéiformes de la précarité professionnelle"<sup>11</sup> et par conséquent de

<sup>6</sup> Autant Dorier, Claire, *Prendre part, contribuer et bénéficier de l'expérience TZCLD : Comment l'expérimentation reconfigure les possibles* in *Dossier spécial TZCLD*, RECMA, 2024, p.59.

<sup>7</sup> Préambule de la Constitution française du 27 octobre 1946

<sup>8</sup> Ministère du travail et des solidarités, novembre 2025

<https://travail-emploi.gouv.fr/semaine-europeenne-pour-lemploi-des-personnes-en-situation-de-handicap>

<sup>9</sup> Eurostat décembre 2024,

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/UNE\\_RT\\_M\\_custom\\_118016/bookmark/table?bookmarkId=efcf7c9f-c4d7-4bc2-8c74-962ead60acfc&c=1603730430589](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/UNE_RT_M_custom_118016/bookmark/table?bookmarkId=efcf7c9f-c4d7-4bc2-8c74-962ead60acfc&c=1603730430589)

<sup>10</sup> Parrique, Timothée, *Ralentir ou périr, l'économie de la décroissance*, seuil, 2022,p.136.

<sup>11</sup> Expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, Rapport Final du Comité scientifique, Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 2021, p.21.

trouver une solution adaptée aux personnes les plus éloignées de l'emploi que pour certaines d'entre elles ont besoin d'une reconnaissance de travailleurs handicapé (RQTH). En effet, il est possible de constater que la durée moyenne de privation d'emploi pour les personnes volontaires ayant intégré le projet est de 53,4 mois<sup>12</sup> et parmi les 7852 volontaires au 21/10/2025, 25,6% d'entre eux se sont déclarés BOETH au moment de la phase de mobilisation<sup>13</sup>.

## Une méthode et un processus de coopération territoriale pour faire avec les personnes

*La première fois que j'ai entendu parler de TZCLD c'est avec Olivia du CLE au CCAS de Bailleul. Je souhaitais monter un dossier RQTH et grâce au dispositif TZ j'ai pu retrouver un emploi. Un des moments de fierté, c'est avant tout la mise en place des locaux. Les travaux que nous avons effectués nous-mêmes dans le bâtiment afin de valider la conformité des lieux. Ce qui me motive le plus c'est que ce beau projet, à travers la recyclerie, permet aux personnes qui ont peu de moyens financiers de se faire plaisir grâce à nous. Ils peuvent trouver des objets à petits prix et ce grâce au travail de réparation et de restauration dans notre atelier. Lorenzo, salarié de l'EBE ESCA'BELLE emplois<sup>14</sup>*

L'information via du porte à porte, en pied d'immeuble, à la sortie de l'école, au sein des associations ou encore dans les arrêts de bus sont quelques unes des stratégies mises en place par les équipes projet dans l'objectif **d'aller-vers** les personnes les plus éloignées de l'emploi et de réduire le non-recours. Cette dynamique d'information s'accompagne de **l'intégration des personnes volontaires** dès la création, la mise en place et le développement du projet, tel évoqué dans le témoignage du salarié de l'EBE ESCA'BELLE emplois *ut supra*. Ensemble, personnes privées d'emploi volontaires (PPDE), partenaires économiques, services publics de l'emploi, habitant.es, élu.es locaux, entre autres membres du CLE, travaillent conjointement pour **identifier les besoins du territoire et les compétences des personnes**. Ce processus conduit d'une part à **l'identification des emplois accessibles et adaptés aux personnes** et d'autre part à **l'identification des travaux utiles** qui vont se transformer en opportunités économiques en vue de la création de l'entreprise à but d'emploi. Les formes d'implication prévues dans le projet et les dynamiques de coopération engagées semblent ainsi constituer une véritable mise en acte du délibéralisme qui vise à réencaster l'économie dans la démocratie en redonnant confiance en soi et aux autres tout en conférant une nouvelle place aux personnes dans le système de relation<sup>15</sup>.

Il ne s'agit pas ici d'identifier les expériences professionnelles précédentes ou les diplômes pour faire rentrer les personnes dans le marché de l'emploi à tout prix, mais de **faire ressortir leurs compétences, ce qu'elles souhaitent et savent faire et veulent apprendre**, dans le but de trouver une **réponse adaptée** à leur besoin personnel (Handicap, santé, familiale, mobilité, etc.) et d'emploi, soit via les partenaires de l'économie sociale et solidaire, soit via l'économie classique<sup>16</sup>. Si la solution ne se trouve pas dans les propositions faites via les partenaires locaux, les personnes se voient proposer un emploi en Entreprise à but d'emploi (EBE).

**Les EBE mettent en place un cadre d'emploi éminemment inclusif et exigeant : sans sélection à l'embauche, en CDI, à temps choisi, avec une adaptation du volume d'emploi** aux capacités et contraintes des salarié-es pour rendre accessible l'emploi. Ce choix (le CDI à temps choisi) est une option pragmatique et pertinente qui permet simplement de **contourner certains obstacles à l'accès à l'emploi, notamment pour les parents isolés, les volontaires ayant des problèmes de santé ou connaissant une situation de handicap**. Les EBE emploient **4 117 personnes issues de la privation d'emploi parmi lesquelles 23% sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH)**. Ce chiffre est une moyenne établie parmi l'ensemble

<sup>12</sup> Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, Le site du bilan

<https://bilan.etclid.fr/donnees/vision-nationale>

<sup>13</sup> Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, Synthèse de pilotage, 2024

<https://s3.bilan.etclid.fr/bilans/documents/synthese-de-pilotage-2024.pdf>

<sup>14</sup> Pour consulter l'ensemble des témoignages des personnes privées d'emploi et de l'ensemble des personnes impliquées dans les projets au niveau de territoire. [Veillez consulter Le site du bilan](#) et la page [paroles de](#) sur le site de l'association TZCLD

<sup>15</sup> Autant Dorier, Claire, *Op.cit.*

<sup>16</sup> 31% des volontaires au projet ont trouvé un emploi hors EBE. Fond d'expérimentation, *Op.Cit.*2025

d'entreprises, mais peut varier selon les territoires. Ex. À Mauléon, dans l'EBE l'ESIAM, le taux des personnes en situation de handicap est de 40%<sup>17</sup>. Au 31/12/2024, un-e salarié-e de l'expérimentation sur deux travaillait à temps partiel contre seulement 17,3% parmi l'ensemble des salarié-es en France en 2023. De la même manière que cette tendance s'observe au niveau national, 60,8 % des femmes sont salariées à temps partiel dans les EBE, contre 26,6 % en moyenne en France en 2023<sup>18</sup>.

Le temps adapté à la personne présente l'intérêt de **permettre à chaque individu de reprendre une activité rémunérée sans discrimination. Un cadre correspondant parfaitement à l'accès et au retour à l'emploi des personnes en situation de handicap** car l'approche permet de **valoriser les compétences des personnes en situation de handicap, de développer des pratiques de management inclusif, et de contribuer au développement local, tout en démontrant que l'inclusion de ces publics est non seulement possible, mais bénéfique pour la société dans son ensemble**<sup>19</sup>.

**Plus largement, l'inversement de la logique de l'emploi peut aussi contribuer à une réflexion sur la manière de réorganiser l'emploi et dont chacun.e peut contribuer à l'activité économique de son territoire.**

Face aux **contraintes du modèle économique actuel et l'organisation du travail, cette logique d'inversion ancrée dans la coopération territoriale peut également contribuer à une redéfinition de la prospérité au travers des pratiques favorisant l'émancipation**<sup>20</sup> offrant ainsi des solutions *bottom up* qui peuvent contribuer à une autre façon de penser et de conduire une politique publique adaptée aux **territoires dont trois sur quatre, faisant partie du projet, ont un taux de ménages pauvres supérieur à la moyenne nationale française**<sup>21</sup>.

De plus, grâce aux travaux du Comité scientifique d'évaluation de l'expérimentation en France rendus publics par la DARES, il est possible d'affirmer que **l'accès à un emploi adapté, en CDI, à temps choisi, sur la base du volontariat des personnes, de leurs souhaits et de leurs compétences fait reculer la pauvreté et la précarité.** En effet, à partir de l'entrée en EBE, sous l'effet de la hausse du revenu d'activité, la part des personnes ayant recours aux aides sociales diminue<sup>22</sup>. De ce fait, **la mise en œuvre du droit à l'emploi contribuerait à résoudre les inégalités structurelles dans l'emploi et à atteindre les objectifs de réduction de pauvreté et des inégalités, 1er et 10ème Objectif de Développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.**

Pour aller plus loin :

### **le droit à l'emploi et le handicap : Le bilan après 10 ans d'expérimentation**

Vous pouvez consulter toute l'information relative aux personnes privées d'emploi en situation de handicap dans le bilan thématique de l'expérimentation dédiée à [l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap](#)

<sup>17</sup> Voir les données détaillées discriminées par territoire : <https://bilan.etclid.fr/territoires>

<sup>18</sup> [Synthèse de pilotage 2025, Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.](#)

<sup>19</sup> Territoires zéro chômeur de longue durée, les enseignements du partenariat Agefiph, ETCLD, TZCLD, juin 2025. p.4. Pour consulter la totalité du bilan : <https://www.tzclld.fr/wp-content/uploads/2025/06/2025-AGEFIPH-BILAN-INTERMEDIAIRE-2024V4-.pdf>

<sup>20</sup> Charles, Julien et Ferreras Isabelle, *Op.Cit.* p.55.

<sup>21</sup> Note d'étape, DARES,

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/4d37880f724dbfc386e66e0587dea674/DARES-FS-2024-TZCLD-note%20%C3%A9t%20ape.pdf>. p.34

<sup>22</sup> DARES, Note d'étape, *Op.Cit.*

## Des partenariats structurants en matière d'inclusion des personnes privées d'emploi en situation de handicap

*“la philosophie de l'emploi adapté à la personne est un cadre qui correspond parfaitement à l'accès et au retour de l'emploi des personnes en situation de handicap”* Véronique Bustreel, Directrice innovation évaluation et stratégie - Agefiph<sup>23</sup>.

Depuis maintenant 6 années, une action conjointe et complémentaire de l'**Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph)** créé en France pour développer l'emploi des personnes en situation de handicap, du Fond d'expérimentation contre le chômage de longue durée et de l'association nationale Territoires zéro chômeur de longue durée, est menée pour permettre, dans le cadre d'une expérimentation territoriale comme Territoires zéro chômeur de longue durée, d'agir pour donner à toutes et tous l'accès à l'emploi, dans les territoires expérimentaux ou émergents.

Pour aller plus loin sur les actions de ce partenariat : [Consulter le bilan intermédiaire](#)

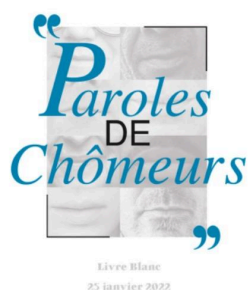
### Coopérer pour l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap

**ANDICAT, APF France handicap, Gesat (aujourd'hui Hosmoz), LADAPT, l'Unapei** et l'Association Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) ont constitué **un groupe de travail** en 2023. Ce collectif a pour but de structurer et renforcer les coopérations qui se sont progressivement nouées avec les acteurs du champ du handicap au sein de l'expérimentation TZCLD lancée en 2016, afin de répondre à l'enjeu de la prise en compte des situations de handicap des personnes privées durablement d'emploi.

Les expériences menées dans les territoires engagés démontrent la fécondité des coopérations entre acteurs du handicap et acteurs de TZCLD. Pour mieux les connaître consulter [le guide de bonnes pratiques](#)

## Des démarches partenariales élargies pour donner la parole aux personnes privées d'emploi et identifier les risques du chômage dans leur santé

Avec d'autres structures nationales qui accompagnent les personnes privées d'emploi :



Ce livre blanc est le résultat d'un travail d'enquête mené par une vingtaine d'associations membres du collectif pour la parole de chômeurs pendant 5 mois. Les résultats mettent en évidence les faiblesses du système actuel de soutien aux chercheurs d'emploi, confirment la vision déformée de l'opinion publique sur le chômage et les difficultés que les personnes rencontrent au quotidien, notamment en lien avec leur santé, mais manifestent aussi les désirs et les capacités des personnes privées d'emploi.

[Travaux consultables sur le site de TZCLD, rubrique : Le docs](#)

<sup>23</sup> Pour consulter l'intégralité de son témoignage <https://bilan.etclid.fr/temoignages/agefiph-veronique-bustreel/> et ceux des personnes salariées en situation de handicap au sein des EBE voir : <https://bilan.etclid.fr/temoignages/themes/acces-emploi-des-personnes-en-situation-de-handicap>



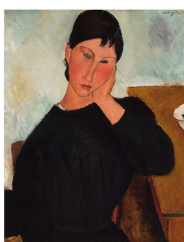
Dans le prolongement des travaux menés par Solidarités nouvelles face au chômage (SNC), dans un contexte de crise sanitaire sans précédent et d'évolution de notre système de santé et de protection sociale, la Cravate Solidaire, Force Femmes, SNC et TZCLD se sont associés pour mener une enquête sur la santé des personnes privées d'emploi. Ainsi, entre mars et juin 2021, ce sont près de 1000 personnes qui ont répondu à un questionnaire sur le sujet. Les résultats montrent notamment que la santé des personnes déjà fragilisées se dégrade avec le chômage et que recouvrer la santé

[Enquête consultable sur le site de TZCLD, rubrique : Le docs](#)

## Avec des équipes de recherche

Sous la direction de  
Dominique Lhuillier, Dominique Gelpe  
Anne-Marie Waser

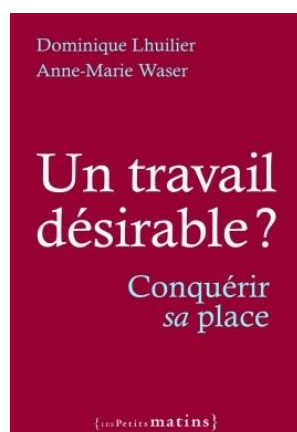
**Santé et travail,  
paroles de chômeurs**



### Santé et travail, parole des chômeurs

Cet ouvrage, publié en mars 2024, aborde l'expérimentation TZCLD comme un projet inspirant concernant le travail adapté à la personne, le CDI comme filet de sécurité et les bénéfices de la mobilisation pour la santé des personnes longtemps éloignées de l'emploi. Il est issu d'une recherche-action financée par l'Agefiph, Mildeca et le Cnam en partenariat avec Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine et Île-de-France, Cap emploi Beauvais, TZCLD de Bouffémont-Attainville-Moiselle (95), l'association Solidarités nouvelles face au chômage et une mission locale de Paris. Cette recherche, menée par une équipe pluridisciplinaire sur différents territoires au niveau national, a été coordonnée par Dominique Gelpe, Dominique l'Huillier et Anne-Marie Waser, chercheuses au Cnam.

## Webinaire Inclusion : Qu'est ce qu'un travail désirable : fabriquer sa place, fabriquer sa santé



Le monde du travail connaît de profonds bouleversements. Et nombre de personnes souffrent d'un travail "empêché". Soit qu'elles en soient privées (chômage, exclusion en raison de l'âge ou du handicap, assignation au foyer...), soit qu'il comporte son lot de mal-être (harcèlement, perte de sens, jobs précaires à répétition...). Intervenantes : Dominique Lhuillier, professeure émérite de psychologie du travail au CNAM et Anne-Marie Waser, sociologue, a été maître de conférence au CNAM

Ce webinaire a été l'occasion de revenir sur le travail réalisé par ces deux chercheuses qui a donné lieu à la publication [Un travail désirable? conquérir sa place](#), sur la méthodologie employée, la structuration des ateliers pour mettre les personnes en situation de confiance et les principaux enseignement

Vous pouvez visionner le webinaire sur la [page de l'Observatoire / Rubrique Les ressources / Les replay des webinaires](#)

**Projet de recherche partagé lors du webinaire :** [Handicap, genre et précarité professionnelle : parcours biographiques et réception de l'action publique](#)